

# La Communauté germanophone se dote d'une assemblée citoyenne

LE SOIR – PASCAL LORENT LE 26/02/2019

*C'est une première en Belgique : une assemblée citoyenne sera installée en automne en Communauté germanophone. Elle fonctionnera en permanence aux côtés du parlement. Ses membres seront tirés au sort.*

C'est le Jour J pour les germanophones. Ce lundi, le parlement de la troisième Communauté du pays est entré dans l'histoire de la démocratie belge. Eupen, en effet, s'apprête à voter un décret inédit qui donne naissance à une assemblée supplémentaire en son sein, composée de citoyens tirés au sort. Le fruit d'un long travail mené avec l'équipe du G1000. Cette chambre de réflexion nourrie par la société civile sera mise en place en automne, après l'installation du nouveau parlement issu des élections régionales du 26 mai.

## Trois axes

« Il s'agit d'un système permanent de consultation des citoyens, basé sur le tirage au sort », résume Yves Dejaeghere, coordinateur du G1000. Le système se décline en trois axes.

Il y a d'abord un conseil citoyen, composé de 24 citoyens désignés au hasard. Ceux-ci siègent durant 18 mois, à côté du parlement germanophone élu. Leur mission consiste à identifier les thèmes qui vont être abordés et d'établir l'agenda des discussions. Ce sont eux également qui fixent la durée des travaux pour chaque thème, ainsi que le nombre de panellistes (entre 25 et 50). « Le greffier du parlement germanophone et l'ombudsman seront membres également de ce conseil, à titre d'observateurs », précise Yves Dejaeghere. Enfin, le conseil citoyen assure le suivi des recommandations de l'assemblée auprès du parlement élu.

Le rouage central de ce nouveau mécanisme démocratique, c'est l'assemblée citoyenne, la Bürgerversammlungen, qui se saisira des thèmes fixés par le conseil citoyen pour en débattre durant une courte durée et émettre des recommandations à destination du parlement germanophone élu. Cette assemblée nouvelle s'assimile à un panel : le choix de ses membres relèvera d'un tirage au sort pondéré par des critères de genres (parité), d'âge (16 ans minimum) ou de niveau d'éducation. « Ces citoyens seront rémunérés en fonction de la durée de leur travail », ajoute le coordinateur du G1000. Un « cachet » qui devrait tourner autour de 37,50 euros par demi-journée. « Le parlement s'engage, si un thème recueille une certaine quantité de votes, à se saisir du sujet et, s'il ne suit pas les recommandations citoyennes, à fournir une justification motivée. »

Enfin, un secrétariat permanent – une personne appartenant au personnel du parlement germanophone élu – sera installé. Il préparera les réunions et invitera les experts tout en veillant au respect des procédures, en collaboration avec le conseil citoyen.

## Un panel d'experts

Ce décret innovant est l'aboutissement d'un long travail en coulisses. « *Les contacts remontent à une année environ*, explique Yves Dejaeghere. *Avec des membres du gouvernement germanophone mais aussi les représentants des différents partis politiques, afin de bien ressentir comment ils percevaient ce projet.* »

Treize experts internationaux se sont retrouvés en juillet dernier à Eupen pour débattre de ce modèle. Parmi eux, David Farrell, architecte des panels irlandais, ou encore Marcin Gerwin, qui a conçu les processus à Gdansk en Pologne. On trouvait également David Van Reybrouck (le « père » belge du tirage au sort citoyen), le politologue Min Reuchamps (UCLouvain) et Benoît Derenne (directeur de la Fondation pour les générations futures). « *A l'automne dernier, on a présenté un modèle au bureau du parlement de la Communauté, achève-t-il. Et eux ont décidé à quel point ils souhaitaient mettre ce modèle en œuvre.* »

## Le modèle le plus abouti

Deux contributeurs qui, aujourd'hui, se réjouissent de cette avancée. « *C'est une primeur mondiale*, se félicite David Van Reybrouck. *Avec cette avancée, la Communauté germanophone devient un laboratoire pour le reste de l'Europe. Avec ses 76.000 habitants, c'est une des plus petites régions, mais elle dispose des pouvoirs qu'ont la Rhénanie-du-Nord – Westphalie, la Catalogne et l'Écosse. Montrons à l'Europe ce qui se passe à Eupen.* »

Le même enthousiasme anime Benoît Derenne : « *Cette avancée en matière de démocratie délibérative est une étape cruciale du renouveau démocratique. Ce modèle de dialogue permanent entre citoyens et politiques est à ce jour parmi les plus aboutis du fait de son imbrication dans le système politique. Et ce n'est qu'une étape, car le résultat du travail des citoyens non-élus et les réponses des politiques feront évoluer le regard des uns sur les autres et donc le rapport entre eux. La citoyenneté en Ostbelgien pourrait en être transformée, réenchantée. C'est notre vœu le plus cher.* »

Ce *Ostbelgien Model*, « *nous sommes convaincus qu'il va être observé de l'étranger par ceux qui s'intéressent à l'innovation démocratique* », conclut Yves Dejaeghere. Et qui sait, gagner d'autres pièces de la maison fédérale belge ?

# La Lettre d'Europe: la Belgique, laboratoire de la démocratie?

LE SOIR - BEATRICE DELVAUX - 3/03/2019

*La Communauté germanophone de Belgique vient de se doter d'un système permanent de consultation des citoyens basé sur le tirage au sort : d'une part, un conseil de 24 citoyens qui établit l'agenda des consultations et d'autre part, une assemblée citoyenne. Pour certains, ce système est plus démocratique qu'un référendum.*

*Le peuple anglais pense être libre. Il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. »* Cette phrase n'est pas de [Nigel Farage](#) ou de [Boris Johnson](#), elle date de 1762 et est tirée *Du Contrat social* du philosophe Jean-Jacques Rousseau. C'est sur cette citation que s'ouvre un livre qui, lors de sa parution, tenait de la provocation à l'usage des doux rêveurs, mais qui s'avère avec le recul, avoir nourri une petite révolution de la démocratie en Belgique et en Europe. Un livre que les Brexiteurs auraient eu grand besoin de lire : ils y auraient appris que le référendum n'est pas la bonne manière de libérer l'électeur-esclave et de lui donner la parole, mais qu'il était bien plus efficace de tenter l'assemblée de citoyens tirés au sort.

*Contre les élections* : c'est sous ce titre que la Belgique découvre en 2013 ce brûlot signé de l'historien, archéologue et écrivain [David Van Reybrouck](#). Rien dans les allures et le CV de ce jeune intellectuel ne donne à penser qu'il a perdu la tête en proposant de revigorer une démocratie anémiée par le tirage au sort. Son livre est le fruit d'une recherche scientifique et s'appuie sur une expérience grandeur nature. En 2011, son G1000 avait rassemblé à Bruxelles 704 citoyens belges ordinaires choisis par tirage au sort pour débattre de thématiques sélectionnées suite à une consultation en ligne.

**LIRE AUSSI** [six-ans-apres-le-g1000-laisse-des-traces](#)

## **Un « Sénat » de 24 citoyens**

Un feu de paille ? Nombreux étaient ceux qui depuis, riaient sous cape lorsque le mot « G1000 » était prononcé dans les cercles politiques. Mais cet ovni vient de réapparaître pour donner naissance à une première mondiale. La Communauté germanophone de Belgique vient en effet de se doter d'un système permanent de consultation des citoyens basé sur le tirage au sort : d'une part, un conseil de 24 citoyens qui établit l'agenda des consultations et d'autre part, une assemblée citoyenne (le « Bürgerversammlungen ») composé de citoyens issus d'un tirage au sort pondéré par des critères de genre, d'âge et d'éducation. Ils seront rémunérés

pour leur travail, ne doivent pas être belges et sont renouvelés par tiers tous les six mois.

### LIRE AUSSI [la-communaute-germanophone-se-dote-dune-assemblee-citoyenne](#)

Facile à imaginer pour une région dont la population peut tenir dans une cabine téléphonique ? Les concepteurs refusent l'argument : si Eupen et sa région nourrit une mentalité très villageoise avec ses 76.000 habitants, elles disposent des pouvoirs équivalents à ceux de la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Catalogne et l'Écosse.

C'est à la lecture de *Contre les élections* qu'Olivier Paasch, ministre président de la communauté germanophone a le déclic. Il contacte l'auteur : « *Ceci existe-t-il quelque part ?* », qui lui répond par la négative : « *Mais vous pouvez écrire l'histoire* ». Et voilà, trois mois avant les élections fédérales et régionales belges, le décret donnant naissance à cette sorte de « Sénat » composé de citoyens a été approuvé lundi dernier à l'unanimité par le Parlement de la troisième communauté de Belgique.

Entre le premier coup de fil et ce vote, des groupes de travail ont été constitués, 13 experts sont venus d'Australie, d'Irlande et de Pologne pour discuter durant une semaine avec les élus germanophones, sous l'égide du G1000. Devenu permanent, cet organisme fait partie depuis deux ans de « Democracy R&D », un réseau mondial regroupant des Australiens, Brésiliens, Japonais, etc. intéressés par la démocratie délibérative et le tirage au sort. Le G1000 a récemment reçu le soutien financier de l'« Open Society Initiative for Europe » de l'homme d'affaires George Soros, qui veut travailler au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. « *Ce fonds était surtout actif en Europe de l'Est mais il est désormais aussi présent en Europe occidentale où ils ont constaté que la démocratie était aussi en pleine tempête* », précisait Van Reybrouck au *Standaard*.

Des fonds pour quoi faire ? « *Montrons à l'Europe ce qui se passe à Eupen* », déclarait l'intellectuel-activiste la semaine dernière au *Soir*. Des classes d'été vont être organisées à Eupen pour faire connaître le modèle « *ostbelgien* » à des bourgmestres belges ou étrangers. « *Pawel Adamowicz, le bourgmestre polonais de Gdansk, grand partisan de la participation citoyenne, devait être notre premier conférencier, il a été hélas assassiné* », ajoute Van Reybrouck.

### **Une autre manière de gérer les tensions**

« *Il n'y a quand même rien de mieux et de plus légitime pour entendre les citoyens que les élections*, remarquait la semaine dernière un (vieux) politicien belge flamand sur un plateau de télé, *le tirage au sort c'est sympathique, mais je n'aime pas trop* ». Foutaises et aveuglement lui répond le fondateur du G1000 qui cite en exemple l'Irlande. Le monde politique qui se débattait sans solution dans les problématiques sensibles de l'avortement et du mariage homosexuel, s'en est remis à un panel de 99 citoyens tirés au sort qui a permis de modifier la constitution sans heurts.

D'autres cas de consultation, sans lien direct avec le G1000 ont permis récemment de faire sortir la ville d'Anvers d'affrontements terribles sur son contournement automobile, ou à la proposition pour Bruxelles d'une seule tarification pour les différents transports en communs.

On n'était pas étonné de voir David Van Reybrouck en tête de cortège de la marche de « Youth for climate » à Bruxelles aux côtés de la maman de la leader de 17 ans, Anuna De Wever. Ces marches d'écoliers sont chaque jeudi, l'autre expression citoyenne pacifique et innovante qui bouleverse depuis huit semaines l'agenda politique belge, imposant le climat aux partis qui espéraient chauffer l'électeur sur la migration ou le fédéralisme.

On ne sera pas étonné non plus d'apprendre que David Van Reybrouck a été assailli de questions il y a quelques semaines par Emmanuel Macron. Le Palais Royal les avait astucieusement assis l'un à côté de l'autre lors du dîner qui clôturait la visite d'Etat du président français en Belgique.